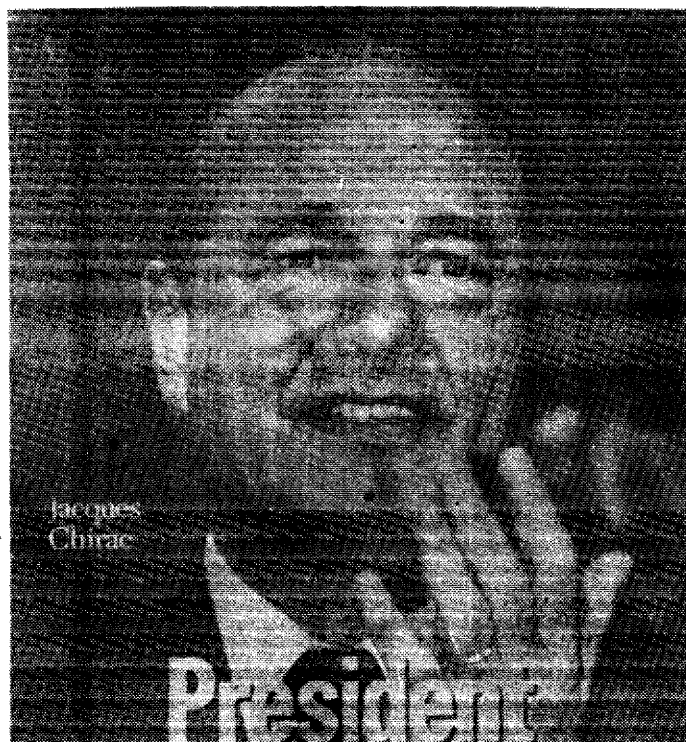


KANGURA

KA02 2257



I know the
problem between
Hutu and Tutsi !

We request your powers to
return peace to Rwanda
(Hutu exiles in Rwanda
and Burundi) if not ?

I also remind the world community
that the Kigali government
has no mandate to decide who
should be tried for war crimes
after what recently happened
in that country.

This should be left to the
government tribunal to decide.
The Kigali government is trying
a desperate campaign
to brand all educated Hutus as war
criminals as the way to eliminate them.

INSIDE

1. RDR- new party of Rwandese Refugees
2. What happened between the Hutus and Tutsis
3. The British Royal Family's policy at work: Mass death in Rwanda
4. Who killed Habyarimana and Burundi president between the United States, Britain and Belgium
5. Why Hassan Ngeze is involved in the Rwandese Conflict
6. Luc De TEMMERMAN and REYJENS all Belgians will be the Hutu advocates in Arusha

particulier le Rwanda.

6. Le 6 avril 1994 à 20 heures 30 l'avion présidentiel, un Falcon Mystère, avec à son bord les Présidents des deux pays à large majorité Hutus (mais menacés par une minorité de Tutsis, ceux-ci armés jusqu'aux dents) est abattu sous les yeux des forces UNAMIR qui avaient le contrôle de la ville et de l'Aéroport de KIGALI.

Cette force était essentiellement constituée de soldats belges. L'équipage de l'avion était français et il s'agissait de civils.

7. Nonobstant l'intervention des plus hautes autorités militaires rwandaises, et un appel au calme par le Comité de crise, les massacres débutent rapidement dans un chaos total entre militaires (tuerie sauvage de 10 casques bleus belges) ainsi qu'entre la population locale.

8. Moins de 20 heures après l'attentat commis sur la personne du Président HABYARIMANA, les soldats du FPR sortent du CND et attaquent sur tous les fronts et dans tout le pays.

9. Pendant plusieurs semaines, le pays connaît des massacres qui coûtent la vie à environ un million de personnes. Quatre millions de rwandais cherchent refuge dans les pays voisins et dans des zones protégées.

10. Des organisations humanitaires se pressent sur les lieux, s'installent confortablement et recueillent des dons colossaux dans les pays industrialisés suite à la diffusion d'images atroces qui choquent l'opinion publique et appellent à la solidarité humaine.

11. Les politiciens faisant montre d'un opportunisme certain, continuent à affluer sur les lieux et cherchent à faire leur propre petite publicité (voir KOUCHNER) par des déclarations fracassantes et en multipliant la campagne de discrédit, lancée déjà en 1991, à l'encontre du pouvoir en place et donc du Président HABYARIMANA.

12. Une gigantesque campagne de presse mondiale en faveur de la minorité TUTSI et le FPR est lancée dans le monde entier après quelques jours.

13. Les responsables de l'attentat sont déjà tout désignés. Il s'agit nécessairement d'extrémistes hutus dirigés essentiellement par les membres de la belle famille et l'entourage du

Président HABYARIMANA ainsi que l'Etat Major de l'armée et les dirigeants MRND-CDR.

Un plan de génocide devait obligatoirement exister et les miliciens hutus sont tous des tueurs.

14. Le 1er décembre 1994, plus aucun politicien n'est encore intéressé par le Rwanda. La presse fait encore écho de quelques déclarations souvent contredites, d'organisations humanitaires et de commissions de l'ONU.

III. La réalité vécue et les éléments du dossier constitué.

1. Je suis arrivé à KIGALI par vol SABENA le 4 avril et je me suis installé à l'hôtel MILLE COLLINES avec ma famille. Plusieurs rendez-vous étaient prévus les vendredi, samedi et dimanche suivants avec mes clients (accusés par Monsieur KUYPERS et le professeur REYNTJENS, stimulé par une certaine presse francophone, de faire partie des "ESCADRONS DE LA MORT").

L'un de mes clients était Elie SAGATWA, présent dans l'avion présidentiel au moment où l'attentat a été commis.

Un autre de mes clients était le Colonel BAGOSORA faisant également partie du groupe de personnages visés par les accusations du professeur REYNTJENS et du sénateur KUYPERS, au nom desquels j'ai introduit une procédure en dommages-intérêts devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles début janvier 1994.

Avant de lancer cette procédure, j'avais pris soin de récolter des informations sur place pour être certain que mes clients n'étaient pas mêlés à des actes criminels. J'ai invité à plusieurs reprises les accusateurs à me fournir les preuves de la culpabilité de mes clients; s'ils me les avaient procurées, il est bien évident que je me serais déchargé de leur dossier.

Je ne souhaitais en effet nullement défendre des criminels.

Aucune preuve, voir même aucun début de preuve de culpabilité de mes clients n'a pu être avancé dans le courant des années 1992 et 1993.

Le seul élément que tout le monde possédait était les déclarations du "journaliste" AFRICA, qu'aucun de mes clients n'avait jamais vu, des articles de presse rwandaise fantaisistes, des déclarations d'organisations dites

"DROIT DE L'HOMME" constituées par des TUTSIS, AFRICA WATCH qui ne connaissait que des TUTSIS et la Commission Internationale des Droits de l'Homme, présidée par l'avocat Philippe GILLET, actuel conseil de plusieurs TUTSIS résidant en Belgique

Ils prétendaient tous posséder des témoignages précis mais ne pouvaient communiquer l'identité de leurs sources pour des raisons de sécurité !

2. J'ai quitté KIGALI le mercredi 6 avril à 15 heures pour me rendre en jeep, et avec un chauffeur TUTSI, au parc RWINDI au Zaïre.

J'ai traversé la frontière RWANDAISE-ZAÏROISE vers 17 heures 30 et je suis arrivé à 20 heures au parc.

J'ai appris le matin vers 6 heures que l'avion du président HABYARIMANA avait été abattu ou "craché" selon les versions respectives des radios rwandaise ou burundaise.

3. Par un concours de circonstances exceptionnelles, j'ai eu la chance d'arriver à KINSHASA le jeudi soir et de pouvoir prendre le vol SABENA en partance le vendredi pour être à Bruxelles le samedi matin à 6 heures.

Ayant été informé du massacre qui se passait au Rwanda et du refus de l'Etat Major rwandais d'autoriser les soldats belges à atterrir à KIGALI, j'ai immédiatement pris contact avec l'Etat Major et je suis arrivé à mettre le colonel FLAMENT, responsable militaire de la "cellule de crise" en contact avec le chef d'Etat Major rwandais Marcel GATSINZI.

Le Colonel FLAMENT et moi-même sommes arrivés à convaincre celui-ci de modifier la décision initiale, à savoir, refuser les soldats belges pour évacuer les expatriés belges. L'accord est intervenu dans l'après-midi du samedi.

Ces contacts, qui ont permis de sauver la vie de beaucoup de citoyens belges, et autres..., ont uniquement pu avoir lieu avec l'aide de Monsieur Séraphin RWABUKUMBA, beau-frère de feu le Président HABYARIMANA et frère de Madame HABYARIMANA, lequel m'avait communiqué les numéros de téléphone des personnes qui pouvaient me mettre en contact avec Monsieur Marcel GATSINZI car je ne l'avais jamais rencontré

Dois-je vous rappeler que la "Cellule de

"Crisis", installée en Belgique après les événements, ne connaissait, au jour du samedi 9 avril 1994, ni le nom du Chef de l'Etat Major rwandais, ni les numéros de téléphone de cet Etat Major rwandais, ni qui contacter car les représentants de notre pays sur place répondaient "absents" ?

Est-il imaginable et admissible que les diplomates belges qui se prétendent au fait de la politique rwandaise en se permettant de s'insérer directement dans son développement, n'aient pas été capables de prendre contact avec les autorités en place ? Pouvons-nous également oublier qu'un contingent important de soldats belges Casques Bleus était sur place et que le Colonel MARCHALL, étant le numéro deux de HANAMIR, sans que l'Etat Major Belge ait pu être informé d'un seul numéro de téléphone ?

Est-il acceptable qu'un simple citoyen belge, avec l'aide de la famille du Président tué, ait dû convaincre l'Etat Major rwandais de modifier une décision militaire d'importance capitale pour l'évacuation des Belges, sans que quiconque, à l'exception du FLAMENT, ait exprimé l'ombre d'un remerciement ?

4. Depuis le mois de mai 1994, j'ai essayé d'informer la presse, par le biais de trois modestes conférences de presse, de l'implication de la famille HABYARIMANA dans le massacre rwandais et de la volonté de Madame HABYARIMANA de faire poursuivre les assassins de son mari.

5. Deux visites successives à GOMA et BUKAVU, m'ont permis de rapporter, pour les besoins de la famille et de la Justice belge, les preuves et témoignages de l'absence d'implication de l'entourage direct du Président HABYARIMANA (c'est la belle-famille, le haut-commandement militaire, les conseillers politiques).

6. Depuis plusieurs mois, j'essaie de convaincre l'Auditeur Militaire de se rendre sur place et de pouvoir ainsi interroger les personnes dont il estime que les témoignages sont importants.

7. Depuis des mois, je constate que toute enquête piecine, nationale ou internationale. Que des politiciens et journalistes mal informés et/ou irresponsables, continuent à accuser des prétendus "extrémistes hutus" et un HUTU POWER mexristant des malheurs de la population rwandaise.

8. Depuis des mois, je constate que des millions de rwandais, constituant la majorité de la population, vivent dans des camps, entassés comme des bêtes sans qu'un seul responsable se soucie de prendre une quelconque initiative qui permette à ces personnes de rentrer dans leur pays.

9. Je constate avec vous qu'une force militaire représentant la minorité, continue à dominer la majorité de la population et fait obstacle à toute discussion politique sérieuse et à la mise en place de structures qui permettraient à cette majorité de rentrer au pays.

SOLUTION

Je suis conscient de mon impuissance à changer le monde et renverser l'opinion publique.

Je constate avec stupéfaction, que suite à l'assassinat de deux Présidents HUTUS, le FPR a pu bénéficier de la sympathie des politiciens belges et autres alors qu'il ne représente qu'une minorité de 15% de la population rwandaise.

Sans vouloir porter d'accusations, il faut admettre que l'attitude de la politique étrangère belge, puissance européenne la plus impliquée dans la vie économique du Rwanda, est déterminante pour la solution qui devra intervenir au Rwanda.

Avant de vous proposer cette solution, je me permets d'attirer votre attention sur les anomalies politiques belges.

1. La Belgique souhaite aider et nouer des relations diplomatiques avec un gouvernement qui représente 15% de la population. Les prétendus représentants de l'opposition HUTU modérée, essentiellement Faustin TWAGIRAMUNGU, Alexis KANYARENGWE, BIRARA, NKUBITO, sont également des anciens acteurs du régime HABYARIMANA qui ont été expulsés de leur ancien parti, région ou "collines respectives". Aujourd'hui, ils ne représentent plus "l'opposition" qui curieusement est majoritaire mais en exil.

2. L'aide humanitaire, aussi louable qu'elle soit, est essentiellement une activité commerciale de quelques centaines de personnes, qui n'ont aucun intérêt à contribuer à un règlement

rapide au Rwanda.

Elle provoque de plus un état de dépendance de la population et confirme les structures mises en place par le nouveau pouvoir, rappelons-le, largement minoritaire.

La sécurité du personnel des organisations humanitaires dépend essentiellement de la force militaire et donc de l'organisation de cette sécurité par le nouveau pouvoir.

3. La politique étrangère belge menée par l'ex-ministre Willy CLAES, après avoir contribué largement à la déstabilisation d'un régime dit dictatorial, probablement dans un souci justifié de démocratisation pour tous les peuples, collabore à présent ouvertement avec un nouveau régime essentiellement militaire, mais qui représente aujourd'hui la minorité de la population.

4. Pour contrôler et vérifier cette erreur politique, il suffit de consulter sur place l'immigration de tous les Hutus des pays voisins qui prennent la place et les biens des Hutus chassés de leurs propriétés. Il s'agit d'une simple constatation!

5. Le Ministère de l'Intérieur continue à refuser l'entrée en Belgique des responsables politiques du MRND et des représentants de la majorité du peuple.

6. Les Hutus qui étaient liés de loin ou de près à l'ancien gouvernement et le Président HABYARIMANA, sont refusés systématiquement comme candidat "réfugié politique".

Ceux qui critiquent l'ancien régime du Président HABYARIMANA, et qui n'ont donc plus de motif pour obtenir le statut de réfugié politique, sont admis.

L'administration belge du Ministère de l'Intérieur considère a priori tous les anciens du régime comme des criminels et se base sur des informations et listes communiquées et préparées par le FPR.

En dehors de notre système juridique, qui, heureusement, permet de recourir contre de telles pratiques de l'administration, il n'y a plus aucune raison pour un Hutu de respecter la politique menée par la BELGIQUE.

7. Enfin, je veux ajouter à titre personnel, pour éviter tout malentendu, que je n'ai aucune ambition politique en Belgique, ni intérêt particulier d'un retour au pouvoir des Hutus au Rwanda.

KA02 2260

KANGURA INTERNATIONAL VERSION No. 70 MAY 1995 PRINTED IN BRUSSELS BELGIUM PAGE 5

Constatant que je n'ai pas les moyens pour défendre utilement les personnes qui souhaitent faire appel à mes services, j'ai d'ailleurs décidé d'arrêter toute tentative d'aider à trouver une solution au problème rwandais, aussi longtemps que les moyens nécessaires ne sont pas mis à ma disposition.

Je ne peux qu'espérer que quelques réflexions et solutions que je vous livre puissent vous guider pour mettre fin au malheur des millions de rwandais qui vivent dans la misère totale.

Proposition:

1. Le gouvernement belge doit forcer officiellement et publiquement, sans aucune nuance, le nouveau gouvernement de KIGALI à octroyer au moins 50% des postes ministériels à des représentants politiques de la population en exil.

Toute relation diplomatique, aide financière ou logistique, doit dépendre de la réalisation de cette condition.

2. Exiger une enquête internationale à KIGALI sur les auteurs de l'attentat sur l'avion présidentiel.

3. Exiger le désarmement des militaires FPR et la constitution d'une armée nouvelle composée de deux ethnies sous le contrôle des Nations Unies et provisoirement sans armes lourdes.

4. Exiger le déploiement d'une force internationale suffisante qui garantirait la sécurité de tous les citoyens rwandais et étrangers (5.000 soldats suffisent largement)

5. Exiger l'organisation d'un Tribunal International à KIGALI avec la participation des deux ethnies pour investiger sur les génocides et juger les coupables pour crimes contre l'humanité.

6. Exiger un contrôle rigoureux temporaire sur la presse et radio locale pour réinstaurer la confiance entre la population.

7. Exiger et être disposé à aider le Rwanda pour constituer rapidement:

- un cadre de juges professionnels et impartiaux qui appliquent les lois rwandaises.
- un barreau d'avocats indépendants.
- une administration modernisée.
- des élections dans un délai de deux ans.

Je crois pouvoir vous garantir que les personnes qui ont fait appel à mes

services sont:

1. la famille de feu le Président HABYARIMANA à titre individuel.
2. l'Etat Major rwandais (Général BIZIMUNGU et le Colonel BAGOSORA).
3. Le Ministre de la Justice du Gouvernement en exil, l'avocat Stanislas MBONAMPEKA au nom du Gouvernement.
4. L'ex-gouverneur de la Banque de KIGALI.
5. Mathieu NGIRUMPATSE, Président du M.R.N.D

Ces personnes seront disposées à collaborer loyalement à toute initiative sérieuse qui permettra à la population en exil de rentrer chez elle et de travailler à la réconciliation nationale.

Le sort de 4.000.000 personnes dépend de la volonté de quelques hommes responsables, qui se trouvent essentiellement en Belgique pour des raisons historiques.

J'espère que ces quelques réflexions pourront vous intéresser et aider à trouver une solution.

J'adresse une copie de cette lettre à tous les parlementaires belges et les organismes internationales, afin que chacun connaisse ses responsabilités.

Mes clients, interdits de séjour en Belgique, seront également avisés par fax de cette lettre.

Je crois pouvoir dire que j'ai pris mes responsabilités pendant les huit derniers mois, qui ont été déchirants sur le plan humain, familial et professionnel.

Veillez agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

LUC DE TEMMERMAN

LUC DE TEMMERMAN
ADVOCATENKANTOOR-CABINET
D'AVOCATS

HORIZONTLAAN 6 - 3090
OVERIJSE (Brussels-Belgium)

- Tel: (32/2)687.65.60 - Fax:
(32/2)687.69.53

Luc DE TEMMERMAN
CONSEIL DE SECURITE DE
Jan BOURNONS
L'O.N.U.
Geert DE GREEF
A l'att. de Monsieur B.
Nathalie HOLLASKY
BOUTROS GHALI
Advocaten-Avocats

Le 1 mars 1995

Monsieur le Secrétaire-Général,

CONCERNE: RWANDA
HABYARIMANA/X

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en qualité de conseil de la famille HABYARIMANA.

Le Colonel BAGOSORA et Monsieur le Général BIZIMUNGU m'ont donné mandat d'assurer, le cas échéant, la défense de leurs intérêts devant le Tribunal International.

Grâce à la Presse, j'ai pu prendre connaissance de la résolution 978 présentée à l'initiative des Etats-Unis.

Cette résolution me paraît inacceptable venant d'une organisation qui porte une certaine responsabilité de la mort injustifiée de plus de 1.500.000 Rwandais.

En effet, avant d'exiger des Etats-membres qu'ils fassent placer en détention préventive des personnes "présumées" impliquées dans le génocide rwandais (pour information, il y a eu malheureusement deux génocides) et "accusées" d'actes de violence, il y a lieu de faire procéder, à l'intervention de vos services, à une enquête destinée à identifier les responsables de l'assassinat du Président HABYARIMANA

Onze mois après l'attentat perpétré contre l'avion présidentiel, force est de constater que seule la justice militaire belge a essayé d'en démasquer les auteurs dans le cadre de l'enquête relative à la mort des dix casques bleus belges.

Le président du Burundi a également postulé officiellement auprès des autorités judiciaires de Kigali, la tenue d'une telle enquête.

Fin décembre 1994, le Premier Ministre du Rwanda a fait savoir que "ce n'était pas, après tout, une mauvaise idée ..."

Me basant sur les éléments précis et concordants en ma possession, il apparaît avec certitude que

** Le Général DALLAIRE et son second, le Colonel MARCHAL, ont demandé au représentant du Ministère

de la Défense du Rwanda, 2 jours avant l'assassinat du Président rwandais, qui serait son successeur en cas d'accident...

** Le Ministre belge, Willy CLAES (actuel Secrétaire-Général APOYAN) a été averti à deux reprises qu'il existait un plan d'élimination du Président HABYARIMANA... Aucune initiative pour le protéger n'est intervenue...

** Après l'invasion du Rwanda par les troupes FPR, le pays a été pillé par les nouvelles forces militaires et le butin a été vendu sur les marchés de l'Uganda.

** Le Président de l'Uganda a déclaré, le lendemain de l'assassinat de son hôte, qu'il était temps d'en terminer...

** Le lendemain de l'attentat, et, nonobstant une enquête expresse des autorités rwandaises, les ambassadeurs des pays concernés par le processus de démocratisation au Rwanda ne se sont pas présentés au rendez-vous fixé par le représentant de l'ONU, prétextant des tirs nourris dans les environs et le danger auquel ils étaient dès lors soumis avant de pouvoir arriver à bon port (ambassade des Etats-Unis)... qui a voulu aider les autorités rwandaises à éviter un massacre?..

En qualité d'avocat, il ne m'appartient pas de juger de droit de quiconque de programmer des assassinats, d'envahir un pays par la force de l'armée, d'en partager le butin, de récolter à ces fins de l'argent dans les pays industrialisés...

En qualité d'avocat, il m'appartient néanmoins de mettre tout en oeuvre pour retrouver les assassins de l'époux de ma cliente.

De plus, si cet assassinat se trouve être le détonateur d'une guerre ethnique prévisible dans laquelle votre organisation est manifestement impliquée du fait de son incapacité à intervenir utilement, il est de mon devoir d'exiger la tenue d'une enquête indépendante effectuée sous votre protection.

Je déposerai donc, entre le 10 et le 20 mars 1995, à Kigali, une plainte contre X, contre les mains du Procureur-Général de cette ville.

Ma cliente, sur base des éléments en sa possession, est obligé de désigner Monsieur Paul KAGAME, actuel Vice-Président du Rwanda, en qualité d'organisateur présumé de l'assassinat du Président HABYARIMANA.

J'ai obtenu le concours du Procureur-Général du Rwanda en exil et j'ai invité le magistrat belge, Monsieur VAN WINSEN à garantir l'objectivité de l'enquête ainsi que Monsieur le Procureur-Général du Tribunal International, Monsieur GLADSTONE.

Je compte sur votre intervention personnelle pour garantir la possibilité de déposer cette plainte et le bon fonctionnement de la Justice internationale.

Je déposerai une liste de témoins qu'il échât impérativement d'entendre dans le cadre de cette enquête et je regrette le fait que sur cette liste figurent les noms de plusieurs personnalités de l'ONU.

Tenant compte de l'indifférence générale dont fait preuve le monde politique à l'égard de l'assassinat de deux Présidents, il ne m'est restée aucune autre possibilité d'essayer de faire triompher la Justice.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma plus haute considération.

Luc de TEMMERMAN (sc)

THE BRITISH ROYAL FAMILY'S POLICY AT WORK: MASS DEATH IN RWANDA

by Linda de Hoyos

Before April, Rwanda had an approximate population of 7.2 million. As of September, up to 1 million people have been killed inside Rwanda. According to estimates supplied by the US Agency for International Development (AID), 2 576 000 people are displaced inside Rwanda, including 1.3 million in the former French Safe Zone in the southwest corner of the country. Another 2 223 000 people are refugees outside of Rwanda: 1 542 000 in Zaïre, 210 000 in Burundi, 460 500 in Tanzania, and 10 500 in Uganda. That is, 8 799 000 people, or 80.6% of the population, have been killed uprooted.

The RPF is ruling from the capital city of Kigali over an emptied country. Water and electricity systems are destroyed. Up to 50% of health employees and teachers have been killed. The Uganda shilling is now the currency of choice. Food production is at

66% of the normal, with the country receiving less than 75% of its aid requirement.

Rwanda has been obliterated, torn to pieces, its traumatized and emaciated population scattered to the winds. As EIR has documented (Aug. 19.1994), the destruction of Rwanda is the handiwork of Ugandan dictator Yoweri Museveni and Lady Lynda Chalker. The destruction of Rwanda begins not with the April 6, 1994 murder of President Juvenal Habyarimana, but with the British-backed invasion of Rwanda by the top echelons of the Uganda Army in October 1990.

According to one source in Kampala, 95% of the RPF was in the Uganda Army. And Museveni's National Resistance Army (NRA), itself trained by the British, Americans, and North Koreans since Museveni took power in 1986, is the source of supplies and money for the RPF. The leaders of the RPF are identical to the top echelons of the Ugandan Army. Ugandan minister of state for defense was the RPF's David Tinyefuza; Paul Kagame, current defense minister of Rwanda and counterintelligence in the Ugandan Army; the RPF's Chris Bunyenyezi was the former commanding officer of the NRA's 306th Brigade, notorious for the atrocities committed against Uganda's Teso.

Museveni also had a hand in the Oct. 23, 1993 coup against Burundi President Melchior Ndadaye, whose election had ended 31 years of tutsi military rule in Burundi. According to some sources, Museveni planned the coup in a meeting in Entebbe which included the RPF's Paul Kagame. Two coup ringleaders, Major Bucokoza and Lt. Paul Kamana, were in Kampala, openly carousing with Ugandan officers. From late October 1993 to February 1994, and, according to Burundi sources, they are both now with the RPF. The attempted coup in Burundi resulted in the murder of President Ndadaye, and the mass slaughter of up to 100,000 Hutus and Tutsis fratricidal warfare.

Museveni is not acting on his own. His links to the British royal family run through two interlinked personages: Lady Lynda Chalker, Minister of Overseas Development and a favourite of Lady Margaret Thatcher, and Tiny Rowland, chairman of Lonrho, who reportedly introduced Chalker to the higher echelons of London society. The on-the-ground British case officer for

Museveni is reportedly one William (Mike) Pike, editor of new Vision, a daily financed by Rowland. Pike is believed to report directly to Chalker.

Chalker was the first foreigner to meet Museveni once he took power in Kampala. Museveni and Chalker have been "very luvvie-duvvie" as one British source put it. A British East Africa expert further complained that Lady Chalker "spends a lot of time, a disproportionate amount of the time, in the Horn of Africa and Uganda". Soon after the RPF victory in Rwanda, Chalker visited Uganda for a four-day tour hosted by Museveni, before tripping over to Goma, Zaire, to view the refugees. On the latter experience, Chalker told the press, "Of course, when one comes face to face with death in their hundreds, or as in Goma in the thousands, I feel it. But I don't allow it to affect my judgement".

Museveni, the marcher lord

On Dec. 11, 1992, *Africa Analysis* reported that the minutes of a meeting which took place in late 1992 at the state House in Entebbe had reached Kenyan intelligence. The minutes showed that Ugandan President Museveni was prepared to give "full logistical and political support to insurgencies aimed at the governments in Rwanda, Kenya, and Sudan. Attending the meeting were Museveni, Col. John Garang of the Sudan People's Liberation Army, unidentified commanders of the Rwandan Patriotic Front (Uganda Army), and representatives of the armed wing of the Kenya Democratic Party opposition to Kenyan President Daniel Arap Moi.

The meeting points to Museveni's role as the British marcher lord in East and Central Africa, the immediate goal for the British royal family is to use Uganda, which was the first levelled by the British-sponsored barbarian Idi Amin (1972-1979) and has now become the major British financial and political outpost in the region, as the springboard for recolonization of the region. The gameplan is: Destroy Rwanda and Burundi, turning the remains into satellites of Ugandan (British) domination, destroy Kenya by overthrowing President Moi and instigating tribal warfare; and seize mineral-rich eastern Zaire.

According to *Africa Analysis*, "Museveni told the RPF commanders at the Entebbe meeting that he would do

his utmost to stall the Arusha peace talks in order to buy time for them to build sufficient firepower to storm Kigali". That mission has now been accomplished.

On Kenya, Lady Chalker has worked to create a tribally based opposition to Moi, with the armed wings of the operations supplied by Museveni, Chalker has repeatedly cut British aid to Kenya, and informed Moi in February 1992, in what she called "very frank, straight talks", that "the only way to come to grips with the security problem in northern Kenya is to deploy troops under U.N. coordination". Uganda is arming the rebels in Zaire. The British are now demanding that the troops of the former Rwandan government move deeper into the interior of Zaire, away from the mass of Rwandan refugees. According to an Oct. 2 report of U.N. Special Representative to Rwanda Shahryar Khan, this may require "an international operation under Charter 7 of the U.N. Charter which allows for use of force" on Zairian soil.

CHRONOLOGY

RWANDA-UGANDA GENOCIDE

1986: Yoweri Museveni comes to power in Uganda after a five-year guerrilla war. Museveni's benefactors during the guerrilla war included Tiny Rowland, chairman of the London-Rhodesia Corp. (Lonrho) and Moshood Abiola, the Nigeria magnate operating on behalf of IFL.

1989: Leaders of Uganda Army group, including the current vice president of Rwanda Paul Kagame, are sent to Fort Leavenworth U.S. Army Command and Staff College.

August-September 1990: Rwandans of Uganda Army group in southwestern Uganda are led by Ugandan major-General Rwigyema in preparation for invasion of Uganda.

Oct. 1, 1990: Rwandan patriotic front section of Uganda Army invades Rwanda through Akagera Park.

Oct. 27, 1990: Cease-fire, as RPF is repelled by French paratrooper force from the outskirts of Kigali.

1991: RPF invades again through Virunga Park, seizing the town of Ruhengeri, causing mass exodus of over 200,000 refugees. RPF then puts

backs, occupying the entire eastern portion of the Virunga Park, from where it sends continual artillery barrages onto Rwandan plain.

1992: As RPF incursions continue, HABYARIMANA government begins organizing militias in the countryside; beginnings to raise military from 5,000 troops to 40,000.

February 1993: RPF invades Rwanda, taking control of a chunk of territory in the north, killing 40,000 Hutus. Mass exodus of refugees from the area.

June 1, 1993: Melchior Ndadaye is elected first Hutu President in Burundi, in first national elections.

August 1993: Arusha Accords, negotiated between HABYARIMANA government and RPF, under U.S. and British auspices, grant RPF 50% of commander and officer posts in Army and 40% of the troops, and seven cabinet posts.

September 1993: U.N. sends peacekeeping force to Rwanda to oversee implementation of Arusha Accords.

Oct. 23, 1993: Attempted coup in Burundi by Tutsi-dominated military. Ndadaye is murdered, with up to 100,000 Hutus. More than 700,000 Hutus flee Burundi. International press gives no notice.

December 1993: RPF moves 600 troops into Kigali under Arusha accords.

January 1994: British Defense Department African strategists are reportedly moved off their concentration on Angola and put on Rwanda.

March 1994: Another slaughter of Hutus in Burundi, up to 40,000 killed.

April 6, 1994: Plane carrying Rwandan President HABYARIMANA and Burundi President Ntaryamira is brought down by three rockets, killing all on board. Mass killings by Rwandan government troops erupt in Kigali. RPF begins invasion from Virunga and Akagera Parks.

April 19, 1994: U.N. peacekeeping troops (2,500 Belgian forces with law

May 1994: U.N. imposes arms embargo on Rwandan government, as mass slaughter continues throughout the country.

June 21, 1994: France gains U.N. approval to send troops to Rwanda. French troops set up Safe Zones, nearly clashing with RPF forces.

July 12, 1994: 1 million Rwandans flee to Zaire.

July 15, 1994: RPF is in effective control of Rwanda, with exception of French Safe Zones.

July 29, 1994: President Clinton pledges U.S. humanitarian aid operation to Rwandan refugees, to be carried out by U.S. military. A survey taken by the group Doctors without Borders in the first week of August shows that 80,000 people, at least, had died in the Zaire camps since mid-July. 8% of those in camps

Aug. 22, 1994: French troops leave protected zone.

Sept. 29, 1994: Relief workers from U.N. High Commission on Refugees, Doctors without borders, the German Red Cross, Oxfam, Concern, Assist, and Care Australia, and from Sweden and South Korea begin to pull out of the Rwandan refugee camps in Zaire.

DECLARATION DU HAUT COMMANDEMENT DES FAR A L'ISSUE DE SA REUNION DU 28 AU 29 AVRIL 1995 A BUKAVU

Suite à la confusion créée par la naissance du Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda - RDR - et l'attitude négative du Gouvernement face à cette initiative, le Haut Commandement des FAR s'est réuni du 28 au 29 Avril 1995 pour faire le tour d'horizon de la situation sociopolitique des Réfugiés. La réunion du Haut Commandement des FAR élargie à quelques officiers a fait le constat suivant:

1. Le Gouvernement, depuis sa mise en place le 09 Avril 1994 avec le concours des FAR, reste victime d'embargo médiatique et diplomatique, et le remaniement ministériel de Novembre 1994 n'a pas pu remédier à cette situation.

2. L'absence de structure gouvernementale dans les Camps en fait un lieu de structures inadéquates et inefficaces est toujours ressentie.

3. Les Forces Armées Rwandaises n'ont

cessé d'attirer l'attention du Gouvernement sur ce blocage et de donner leurs propositions pour tenter de sortir de l'impasse en favorisant l'émergence d'une structure capable de représenter valablement la Communauté des réfugiés.

Faut-il rappeler que déjà en Septembre 1994, les FAR ont transmis au Gouvernement par note leurs soucis dans ce domaine et que, par ailleurs, plusieurs démarches auprès de celui-ci par leurs délégués ont toujours reçu une fin de non recevoir. Dans cet ordre d'idées, lors de la réunion conjointe du Gouvernement et du Haut Commandement des FAR tenue à Bukavu en date du 23 Mars 1995, nous avons attiré l'attention du Gouvernement sur le danger d'éclatement des Réfugiés suite à la naissance désordonnée des Associations et d'Organisations à l'initiative de personnes non satisfaites de l'action du Gouvernement.

Là encore le Gouvernement a adopté une attitude attentiste en proposant une solution qui a tout l'air d'une manœuvre dilatoire.

4. Dans cette dynamique de recherche de solutions de rechange pour sortir de cette impasse, l'initiative des Réfugiés, il a été créé récemment le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au RWANDA dont les objectifs répondent aux préoccupations des réfugiés et même des Rwandais opprimés à l'intérieur du pays.

5. Après avoir apprécié le but et les objectifs du RDR, les Forces Armées Rwandaises ont salué cette heureuse initiative mettant en place une Organisation capable de garantir un encadrement efficace de la population en exil, de lui assurer un maximum de cohésion et d'avoir une ouverture diplomatique et médiatique, conditions préalables au retour des réfugiés dans notre pays. C'est ainsi que les Forces Armées Rwandaises ont signé une déclaration de soutien au RDR.

6. Après la naissance du RDR, la nouvelle situation ainsi créée a exigé des consultations entre le Gouvernement et les Responsables du RDR et le Commandement des FAR pour dissiper la confusion et sauvegarder la cohésion au sein des Réfugiés. En dépit de ces multiples contacts, le Gouvernement, au lieu de soutenir le RDR, s'emploie à le combattre dans les camps des Réfugiés et à l'extérieur sans toutefois proposer une autre alternative acceptable.

Le Haut Commandement des FAR

conscient de ses responsabilités et soucieux des intérêts supérieurs du peuple rwandais, sur base de ce constat amer, a décidé ce qui suit:

1. Les FAR se considèrent toujours être l'Armée du Peuple et réaffirment leur ferme volonté de travailler directement avec et pour lui. Pour ce faire, elles réitérent leur soutien au RDR qu'elles jugent mieux placé que le Gouvernement pour représenter et défendre les intérêts des Réfugiés.

2. Les FAR estiment que le Gouvernement doit prendre conscience de ses responsabilités devant l'histoire, le peuple rwandais en général et les Réfugiés en particulier en soutenant cette heureuse initiative des Réfugiés, et en s'effaçant pour laisser le RDR représenter et défendre les intérêts de ces derniers. A cet effet, le Gouvernement doit remettre au RDR tous les dossiers qu'il gère pour le compte du peuple en exil.

3. Les relations entre les FAR et le Gouvernement cessent à partir de ce 29 Avril 1995.

Fait à BUKAVU, Le 29 Avril 1995

LES SIGNATAIRES

01. Gén. Maj	BIZIMUNGU
Augustin	
02. Gén de Bde	KABILIGI Gratien
03. Lt Col BEM	MUNYARUGARAMA
Phénéas	
04. Maj	NTUYAHAGA
Bernard	
05. Lt Col BEM	GASARABWE
Edouard	
06. Maj CGSG	NTABAKUZI
Aloys	
07. Lt Col BEM	BAHUTIE Juvénal
08. Lt Col BEM	SEBAHIRE Antoine
09. Col BEM	MUSONERA
Venant	
10. Col	KANYAMANZA
André	
11. Lt Col Ir	RUIHORAIHOZA J. Bosco
12. Col	RENZAHO
Tharcisse	
13. Col BEMSG	NTITWIRAGABO
Aloys	
14. Col	MURASAMPONGO
Joséph	
15. Maj	KINYONI Stanislas
16. Lt Col BEMS	RWAMANYWA
Augustin	
17. Maj BAM	NZUWONEMEYE
Fr. Xavier	

KA02 2264

KANGURA INTERNATIONAL VERSION No. 70 MAY 1995 PRINTED IN BRUSSELS BELGIUM PAGE 9

18. Maj Pilote KANYAMIBWA
Jacques
19. Lt Col Med MUGEMANYI
Frodoard
20. Aumoa Chef HATEGEKIMANA
Antoine

**RASSEMBLEMENT POUR LE
RETOUR ET LA DEMOCRATIE AU
RWANDA
(R. D. R.)**

Mugunga,
le 27 Avril 1995

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 3

**LE FPR VIENT DE DEVOILER SON
VRAI VISAGE**

Depuis les massacres de KIBEHO commencés le 18 Avril 1995 et qui ont atteint leur paroxysme le 22 Avril 1995 avec les tueries de plus de 8.000 personnes, des opinions divergent sur le mobile qui a été à l'origine de ce nouveau "crime contre l'humanité".

Ce n'est pas la première fois que le FPR massacre des populations innocentes après les avoir regroupées ou convoquées dans des réunions. Chaque fois le FPR s'est empressé de les ensevelir dans des fosses communes dans le secret et d'éliminer ensuite tous les témoins gênants. C'est ainsi que les populations de KIBUNGO, BYUMBA et de KIDAHO ont été décimées.

Dans la commune de RUSUMO plus de 1.700 personnes ont été rassemblées, massacrées et enterrées dans des fosses communes. Il en a été de même dans la commune KIGARAMA à KAMARASHAVU où 3.800 personnes ont été massacrées et immédiatement ensevelies. D'autres personnes innocentes ont subi le même sort en commune KABARONDO: 780 victimes, MUHAZI: 590 victimes, KAYONZA: 950 personnes, RUKARA: 994 personnes, BIRENGA: 1.319 personnes (cf. Témoignages rassemblés dans le volume sur le non-dits sur les massacres au Rwanda par Solidarité-Rwanda, Octobre 1994).

Dans la préfecture de BYUMBA, on citera parmi les témoignages notre possession: 6 8 personnes tuées après avoir été rassemblées à NGARAMA, 170 à MUHIRA, 2.400 à MURAMBI, 2.300 à MUUMBA. Ces témoignages ne sont pas exhaustifs car d'autres pour la zone Nord et Ouest de BYUMBA, de KINIHIRA et pour la préfecture de

RUHENGERI notamment pour les communes de KIDAHO et de KINIGI sont en train d'être rassemblées.

Aux vues de ce qui s'est passé à KIBEHO, on peut s'imaginer les horreurs qu'ont connues les préfectures de KIGALI, GITARAMA, BUTARE, GIKONGORO, KIBUYE et CYANGUGU où selon des témoignages concordants, (Monique MUJAWAMARIYA, Septembre 1994; AMNESTY INTERNATIONAL, Octobre 1994; Filip Reyntjens, Décembre 1994), il n'existe que de rares survivants

Il est donc nécessaire et urgent de condamner ces massacres des populations innocentes qui meurent à cause de leur appartenance ethnique. En effet, pour exterminer le peuple HUTU, le FPR a choisi de l'appeler globalement "INTERAHAMWE". Jadis choisi pour désigner la jeunesse du MRND, cette dénomination est actuellement utilisée pour désigner tout HUTU ou tout simplement toute personne qui ne partage pas l'idéologie du FPR et qu'il faut à tout prix éliminer.

Devant cette situation, le RDR appelle la Communauté internationale et les Médias Internationaux de ne pas continuer à se laisser piéger par le FPR. C'est pour cette raison qu'il veut faire croire que les enfants et les femmes restées à KIBEHO ne sachant où aller, seraient des otages des miliciens barricadés à l'intérieur des bâtiments. Ce n'est qu'un alibi grossier mal choisi par le FPR acculé à trouver une justification à cette même horreur commise par l'APR.

Le RDR condamne tous les massacres d'où qu'ils proviennent. Il déplore l'attitude irresponsable du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies à Kigali, Mr SHARIHAH KHAN qui, comme le Président Pasteur BIZIMUNGU, cherche à minimiser l'ampleur du drame, comme si même l'atteinte à la vie d'une ou deux personnes humaines ne devrait pas être énergiquement condamnée.

Le RDR trouve peu réaliste de demander au Gouvernement de Kigali de faire l'enquête sur ces tueries, alors qu'il en est le planificateur. La proposition de Mr SHARIHAH KHAN d'établir une commission mixte MINUAR-Gouvernement de Kigali ne peut non plus atteindre les résultats escomptés, car elle risque de subir le même sort que les enquêtes sur les

massacres de KINIHIRA qui ont été supervisées par le Général Dalaire, ancien commandant de la MINUAR, et qui n'ont jamais été concluants.

Le RDR soutient par contre la proposition d'AMNESTY INTERNATIONAL de constituer une commission spéciale et indépendante ad hoc.

Le RDR fait remarquer à la communauté internationale qu'avec ce qui vient de se passer à BIRAVA, à KIBEHO, à RUSATIRA et dans la commune KANOMBE où le FPR et son armée continuent à institutionnaliser la vengeance, le Gouvernement de Kigali qui n'a aucun contrôle sur l'APR ne peut plus prétendre représenter l'autorité morale capable de gouverner le Rwanda.

Pour le RDR

Le Secrétaire Exécutif

Dr Innocent BUTARE

**RASSEMBLEMENT POUR LE
RETOUR ET LA DEMOCRATIE AU
RWANDA
R. D. R.**

**DECLARATION DE CREATION DU
" R D R "**

Nous, signataires de la présente déclaration,

Constatant le refus par le FPR de la mise en application négociée de l'Accord de Paix d'Arusha signé le 04 Août entre le Gouvernement de la République Rwandaise et le Front Patriotique Rwandais;

Vu l'impérieuse nécessité de poursuivre le processus démocratique, l'instauration du pluralisme démocratique garant d'un Etat de droit;

Compte tenu du refus du Gouvernement de Kigali de toutes les négociations menées jusqu'à date pour la détermination d'un retour rapide et sûr de ce millions de réfugiés;

Et étant donné la détermination et à l'exécution de la grande partie de la population rwandaise pour la gouvernance du pays;

Il est convenu d'établir une commission mixte MINUAR-Gouvernement de Kigali ne peut non plus atteindre les résultats escomptés, car elle risque de subir le même sort que les enquêtes sur les

C'est pourquoi que le pouvoir imposé à Kigali par le FPR se livre à des actes de

violations flagrantes des droits de la personne notamment en utilisant son armée pour procéder aux massacres, aux assassinats, aux exécutions sommaires, aux détentions arbitraires, aux traitements dégradants et inhumains des détenus et à la négation du droit de la propriété.

Conscient que le dialogue, la tolérance et l'acceptation mutuelle entre les différentes composantes ethniques, régionales, sociales et politiques sont des préalables à une paix durable au Rwanda.

Convaincus qu'aucune solution ne peut être trouvée pour résoudre la crise Rwandaise tant que les réfugiés rwandais ne seront pas considérés comme des partenaires à part entière et impliqués pleinement dans toutes les initiatives et démarches en vue de leur retour ou engageant l'avenir de leur pays.

Convaincus qu'une paix durable au Rwanda ne peut être obtenue sans:

- le retour rapide des réfugiés
 - l'établissement de la vérité sur la mort du Président Juvénal HABYARIMANA;
 - l'établissement de la vérité sur les crimes contre l'humanité commis par les parties en conflit depuis le 1er Octobre 1990, date du déclenchement de la guerre par le FPR;
 - une justice saine et impartiale;
 - la formation d'une armée réellement nationale, indépendante des différentes forces politiques;
 - la mise en place d'institutions représentatives de toutes les composantes de la population et garanties de la sécurité et des libertés individuelles de chaque citoyen
- décidons de mettre en place le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda en abrégé R D R dans le but de mobiliser tous les rwandais pour le retour rapide des réfugiés dans la dignité et d'oeuvrer pour la mise en place d'institutions représentatives de toute la population et garanties de la sécurité et des libertés individuelles de chaque citoyen.

Le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda a pour objectifs de:

1. Mettre tout en oeuvre pour le retour rapide des réfugiés
2. Représenter et défendre les intérêts des réfugiés rwandais et de tous les rwandais exclus de la gouvernance du pays.
3. Assister les réfugiés à s'organiser afin

de répondre à leurs besoins culturels, socio-économiques et à assurer la sécurité dans les camps de réfugiés.

4. Lutter pour le droit à la propriété privée et à la réinstallation des réfugiés et des déplacés dans leurs biens.

5. Oeuvrer pour le dialogue, la paix et la conciliation nationale.

6. Militer pour un Etat de Droit et pour la participation de toutes les composantes de la société dans la gouvernance du pays.

7. Défendre les valeurs républicaines et démocratiques, et lutter pour le rétablissement sans conditions du multipartisme.

8. Contribuer à faire connaître la vérité sur le drame du peuple rwandais.

9. Lutter pour une saine justice au Rwanda et pour l'impartialité du tribunal international.

10. Participer à la réhabilitation économique et à la reconstruction du pays.

Le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda est autonome et indépendant. Il considère que les négociations et le dialogue sont les meilleures voies qui peuvent permettre de trouver une solution juste et durable au conflit rwandais.

Le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda veut oeuvrer pour la justice, la tolérance et le respect de la vie humaine.

Le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda regroupe les rwandais qui partagent ses principes et ses objectifs. Il est ouvert à tous les rwandais sans distinction, notamment d'appartenance ethnique, politique, régionale, religieuse et professionnelle.

Le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda demande le soutien et l'adhésion massive de tous les rwandais qui partagent ses objectifs.

Il lance un appel aux rwandais de l'intérieur et de l'extérieur pour plus de solidarité et de cohésion, indispensables pour atteindre les objectifs fixés.

Le Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda affirme sa volonté d'oeuvrer pour une paix durable au Rwanda et dans la région et lance un appel à la Communauté Internationale pour soutenir cette initiative prise dans le but de résoudre rapidement le problème des réfugiés et de mettre définitivement fin au conflit rwandais.

Fait à MUGUNGA, le 03 Avril 1995

Pour l'Assemblée Constituante:
Le Président du Rassemblement pour le Retour et la Démocratie au Rwanda

Monsieur NZABAHIMANA François

**RALLY FOR RETURN AND
DEMOCRACY IN RWANDA
R D R**

**MEMORANDUM SUBMITTED TO
THE GOVERNMENT OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.**

Attention: Honourable Assistant
Secretary of State for African Affairs
George Moose

Mugunga

24th April 1995

On the occasion of your working visit to Rwanda, the Rally for the Return of Refugees and Democracy in Rwanda (RDR), would like to seize this opportunity to submit to you this memorandum on the situation in Rwanda, in light of Kibeho massacres which, from reliable sources, claimed more than eight thousand (8,000) lives.

These massacres are part of deliberate policy to exterminate any political opposition the Kigali government, which for all intents and legal purpose institutes a form of genocide.

Faced with a serious problem of lack of a political base and lack of self confidence, the RPF government is forced to resort to repression to maintain itself in power.

The most salient features of this repression are characterised by:

1. Arbitrary arrests and detention of people of all ages and sexes, including the elderly, minors and religious (nuns and priests). According to report of the International Committee of the Red Cross, in April 1995, an average of 1500 people were being arrested every week, out of whom ¼ dies. This number does not include people detained in secret places of detention very common in Rwanda.

An ICRC report released in NAIROBI on April 3, 1995 quoted its President Mr Cornelio SOMMARUGA renewing his "appeal on states party to the Geneva

convention to honour and ensure respect for international humanitarian law by doing everything necessary to remedy the situation in Rwanda".

2. Extra Judicial executions.

3. A systematic repression of the press. The attempted murder of the chief Editor of the Paper "LE MESSENGER" Mr. Edouard MUTSINZI in January 1995 is just a visible part of an iceberg.

4. Political assassinations and disappearances. One of such cases in print is the assassination of the former Prefect of Butare, Dr RWANGABO P.Claver, in an ambush strongly enough, his body guard, an RPF soldier was not killed in the ambush. He was refrained from talking to the newsmen and UNAMIR.

5. Militarisation of public administration to the lowest administrative level, the Commune.

6. Political intimidation and suspension of political party activities.

7. Confiscation of the property of refugees or any other person merely labelled as a murderer who participated in genocide, something that violates seriously the right to private property.

8. Creation of "tutsilands" for former tutsi refugees who returned after the capture of power by RPF.

9. Marginalisation of civilians and soldiers who joined the RPF. In this connection it is alleged that half of the military officers who joined the RPF Army are now under custody while others are under permanent surveillance, without any proper assignment.

10. Ethnic discrimination in certain sectors of public and private service.

11. Exacerbation of ethnic hatred by exhumation of dead bodies, victims of April-May 1994 massacres and unjustified prolongation of the period of mourning. Strongly enough, the same regime refused permission requested by Catholic bishops to organise a proper burial for their colleagues killed by RPF soldiers in KALIBAYI in June 1994.

With regard to the issue of refugees and displaced persons, the attitude of KIGALI government is characterised by:

12. Refusal of political dialogue with refugees.

13. Labelling refugees as devils, accusing everybody who is in exile as a "Killer".

14. Constant provocative raids in refugee camps in burundi and zaire.

15. Harassment of exiles by rwandan embassy officials abroad.

16. Repeated attacks against camps of displaced people inside the country and their closure through military force.

17. Returners are not resettled immediately in their property but are instead taken to concentration camps for political indoctrination.

18. A campaign aimed at stopping food supplies to refugees and internally displaced people. The recent storage of more than 2.000 tons of food supply to refugees by the KIGALI government is one good example.

In consideration of the above:

19. The American Government should use its influence to bring the Kigali government to respect human rights and to review its policy towards Kigali commensurate with its record on human rights observance.

20. The refugees request the US government to use its influence in the Security Council in view of putting in place an appropriate machinery to monitor the observance of human rights in Rwanda, by among other things redefining the mission of UNAMIR and extending its powers.

21. The US government is requested to remove travel restrictions to the US imposed on rwandan refugees and allow the latter to move freely to the US and give their side of the story about the situation of refugees and that of their country.

22. The US government is requested to do everything possible to make sure that the UNHCR gets enough resources to maintain millions of Rwandan refugees. In this connection, RDR requests the US government to use its strong influence and prevail upon the RPF government to release without any further delay the food supply destined to refugees in Zaire.

23. The US government is invited to support the idea of and sponsor an international conference on Rwanda.

24. In the meantime, RDR requests the

US government to put the necessary pressure on the RPF government so as to bring it to accept political dialogue with refugees in the spirit of ARUSHA PEACE AGREEMENT

25. RDR demands that the international community should hold an inquiry into crimes against humanity committed by RPF since it launched its war in 1990, particularly since it has risen to power in 1994, with a special emphasis on the massacres of KIBEHO and BIRAVA in Zaire.

As a conclusion, the Rally for the Return of Refugees and Democracy in Rwanda (RDR) is convinced that durable peace is not possible in Rwanda as long as refugees do not return home in a orderly manner and dignity. The return can only be made possible by creating a conducive environment include a process of national reconciliation that is underpinned by justice and equity instead of a spirit of revenge privileged by the RPF.

The international community should avoid polarising the rwandan people by presenting the tutsi as angels, victims of hutu brutality and the hutu as criminals. It is for this reason that while supports the International Tribunal on Rwanda, demands that, if impunity has to be stopped in Rwanda, the law must apply to everybody irrespective of his ethnic background or political affiliation.

The international community should now have realised the true image of the RPF, hidden so far from public scrutiny but now revealed by the recent massacres and that it can no longer pretend having any moral authority to rule.

RDR demands that necessary measures be taken without any further delay to allow the people to gain its sovereign power.

For RDR
Executive Secretary
Dr Innocent BUTARE

RALLY FOR RETURN AND
DEMOCRACY IN RWANDA
R D R

DECLARATION ON THE
LAUNCHING OF R.D.R

We the signatories of the present declaration, faced with the refusal by the RPF of a negotiated implementation of Arusha Peace Agreement signed on the 4th August 1993 between the

Government of the Republic of Rwanda and the RPF;

Given the pressing need to pursue the democratization process, the installation of a democratic pluralism, a guarantee for the Rule of Law;

Considering the consistent refusal by the Kigali Government of any attempt towards negotiations for a quick and peaceful return of millions of refugees;

In view of the discrimination and exclusion of a great part of rwandese people in the governance of their country;

Given the fact that the RPF imposed regime in Kigali is committing blatant human right violations, especially using its army in carrying out massacres, assassinations, summary executions, arbitrary detention and subjecting detainees to unhuman and degrading treatments, as well as the violation of the right to private property;

Realising that dialogue, tolerance and mutual acceptance between the different ethnic, regional, social and political groups constitute a prerequisite to a durable peace in Rwanda;

Convinced that non solution to the Rwandese crisis, can be found so long as Rwandese refugees are not considered an integral part in the process and fully involved in all initiatives and steps undertaken for the return of refugees or the future of their country;

Convinced that a durable peace in Rwanda can not be achieved without the following;

- Quick return of refugees;
- Establishing the truth about the death of the late President Juvénal HABYARIMANA;
- Establishing the whole truth on crimes against humanity committed by warring parties since the launching of the war by RPF on the 1st October 1990;
- A fair and impartial justice;
- The formation of a truly national army, politically neutral;
- Putting in place institutions that represent all the groups within the population and guarantee the security and individual rights of every citizen.

Take the decision to form the "Rally for the Return and Democracy in Rwanda", in short R.D.R, with a view to mobilise all rwandese for a quick and honourable return of refugees and work for the

setting up of institutions that truly represent all groups within the population and insure the security and individual freedom of each citizen.

The Rally for the Return and Democracy in Rwanda (R.D.R) has the following objectives:

1. To do everything possible for the return of refugees.
2. Represent and defend interest of rwandese refugees as well as all rwandese excluded from the governance of the country.
3. Assist refugees in organizing themselves in order to meet their cultural, social and economic needs, as well as insuring the security in refugee camps.
4. Fight for the respect of respect of private propriety and the return of refugees and displaced people in their property.
5. Strive for dialogue, peace and national reconciliation.
6. To campaign for the Rule of the Law and the participation of all groups within the Society in the governance of the country.
7. Defend the republican and democratic value, and fight for unconditional return to political pluralism.
8. Contribute in throwing light on the rwandan tragedy.
9. Fight for a fair justice in Rwanda and for the impartiality of the International Tribunal on Rwanda.
10. Participate in the economic rehabilitation and the reconstruction of the country.

"Rally for the Return and Democracy in Rwanda" (R.D.R) is the autonomous and independent. It is its considered view that negotiations and dialogue constitute the best way towards a just and durable solution to the rwandan conflict.

"Rally for the Return and Democracy in Rwanda" (R.D.R) wants to strive for justice, tolerance and respect of human life.

"Rally for the Return and Democracy in Rwanda" (R.D.R) brings together all rwandan who share its principles and objectives. It is open to all rwandese irrespective of their ethnic, political, regional, religious and professional background.

"Rally for the Return and Democracy in Rwanda" (R.D.R) appeals for support and massive membership of all rwandans who shares its objectives.

It appears also to all rwandese inside and outside the country for more solidarity and cohesion that are indispensable to achieve the set objectives.

"Rally for the Return and Democracy in Rwanda" (R.D.R) reiterates its firm commitment to strive for a durable peace in Rwanda and the region and appeals to the International Community to support this initiative which has been taken with a genuine objective of ending quickly the problem of refugees and resolve once for all the rwandan conflict.

Done in MUGUNGA, on the 3rd April
1995

For the constituent assembly

The President of R.D.R
NZABAHIMANA Francois

**RALLY FOR RETURN AND
DEMOCRACY IN RWANDA
R D R**

Mugunga,

April 28, 1995

PRESS RELEASE N° 4

Rally for the Return and Democracy in Rwanda has just learnt through the media, about the declaration made on April 27, 1995 by the UN Security Council, following the horrendous massacres of KIBEHO by the Rwanda Patriotic Army.

In this respect, RDR would like to express its worry and disappointment over the same declaration that is too little, too late:

1. RDR is surprised that this declaration merely condemn the massacre of innocent civilians, but fall short of naming the culprit. Yet, eye witnesses, including foreign NGOs, UN personnel and foreign journalists present at the material time all confirm that it was Rwandese Patriotic Army the responsibility of the massacre lay entirely on Rwandese Patriotic Army.
2. The declaration comes a whole week after the massacres, despite their gravity and premeditation.
3. Similarly, it does not reveal any concrete proposal on the about 2.000 refugees remaining in KIBEHO camp,

KA02 2268

KANGURA INTERNATIONAL VERSION No. 70 MAY 1995 PRINTED IN BRUSSELS BELGIUM PAGE 13

under siege by RPA.

The International Community rather seems to relay the message of RPA to those poor refugees, to surrender or perish of hunger, thirsty or gunfire.

4. The declaration does not, at anytime, mention the case of refugees forced out of KIBEHO by RPA and who were summarily killed immediately at their arrival at home, which confirms by the way that the remaining refugees are right to worry about their safety. This took place in MUGANZA, MUGUSA and RUSATTRA communes, district of BUTARE.

5. Surprisingly, the declaration praises the Kigali Government for its policy of national reconciliation!

At the time when:

- Terrorism by RPA has reached all the remote areas of the country,
- Savage lists of so called criminals to get rid off are circulating outside the country,
- More than 50.000 people are languishing in jail without charge.
- Arbitrary arrests and detention, disappearances and other harassment are reported daily.
- Armed banditry by people in RPA uniform, which does not spare even the UNAMIR Personnel are on the increase.
- People are still fleeing the country in big number.
- The private press is muzzled.

One could ask himself which policy of national reconciliation the declaration is talking about.

By the way, top officials of the Kigali, Major Paul KAGAME, have publically declared more than once, that they do not adhere to that idea of national reconciliation.

R.D.R therefore requests:

1. That refugees remaining in KIBEHO camp be given safe passage to a destination of their choice.

2. That the International Community experts pressure on the Kigali Government accordingly rather than succumbing falling prey to its blackmailing tactics, by forcing or persuading refugees to leave, while knowing very well that they are likely to face.

Lastly, R.D.R reiterates its conviction, that unique way to resolve the rwandese tragedy is through a political dialogue between the Kigali Government and representatives of refugees.

For R D R

Dr Innocent BUTARE

Executive Secretary

PRESS RELEASE

The food situation and living conditions of Rwandese refugee in general in camp in Zaire, Tanzania and Burundi are increasingly becoming disastrous.

Millions of people, particularly the most vulnerable, such as children, women and elderly persons, are the most affected.

The solution to this deplorable conditions lay in the quick, voluntary and organized return to Rwanda, in a peaceful and honourable manner.

In this vein, Rwandese refugees have launched on April 3rd 1995 in MUGUNGA-ZAIRE, the Rally for the Return and Democracy in Rwanda (RDR), an autonomous and independent organisation. RDR is open to all rwandese irrespective of their ethnic, political, regional, religious and professional background.

RDR has the following objectives:

1. To do everything possible, for the quick return of refugees, in a peaceful and honourable manner.
2. To strive for Dialogue, peace and national reconciliation.
3. To represent and defend the interest of rwandese refugees, as well as all rwandese exclude from the governance of the country.
4. To contribute in throwing light on the tragedy of the rwandese people, in view of achieving a fair justice inside Rwanda and the impartiality of the International Tribunal on Rwanda.

Rally for the Return and Democracy in Rwanda is of the view that it is overdue to put an end to the vicious cycle of killings, massacres and all sorts of revenges as it happened during the war and is still continuing up to date.

In this spirit, rwandese refugees strongly condemn the raid and subsequent destruction of a camp for displaced people in Mubuga-GIKONGORO, THAT TOOK PLACE ON April 18, 1995.

RDR invites the International Community as well as all people of goodwill, to condemn with the same

vigour, the raid by Rwandese Patriotic Army on the rwandese refugees camp of Birava on the shore of lake Kivu in Zaire, on April 11, 1995. During this raid that went on for over two hours, 37 persons, among which defenseless women and children, were cowardly killed, and more than 20 people were abducted and are still missing.

The raid was preceded by media campaign on alleged military training in refugee camps in ZAIRE, allegations frequently denied by Zairian authorities, UNHCR and some NGOs who operate permanently in camps.

It was also preceded by verbal attacks and intimidation against UNAMIR and expulsion of some NGOs, in order to deter them from testifying on the numerous human right violations going on in Rwanda.

In actual fact, the Kigali government wants to internationalise the conflict, and justify its demand for the lifting of the arms embargo imposed on Rwanda by the security council in May last year, so that RPA can stockpile arms instead of investing in more productive sectors and the satisfaction of the primary needs of the people.

The Kigali government remain adamantly opposed to the numerous calls for political dialogue made by refugees.

In contrary, it reacted by blocking a convoy of sixty lorries of WFP loaded with food relief meant for rwandese refugees in Zaire, so that they can starve. This situation would ultimately recreate insecurity in camp that had subsided, thanks to the work of self rule organisations by refugees themselves.

The rwandese refugees make a passionate appeal to UNHCR, WFP, EEC, UNO and other donor countries, in order to exert the necessary pressure on the Kigali government, so as to avoid an imminent disaster whereby millions of people would starve.

RDR requests Head of States of sub-region to convene a summit meeting and reexamine the question of refugees in the great lake region.

RDR is ready to give its contribution towards a search for a durable peace, by addressing once for all, the root causes of the calvary of the rwandese people.

For R D R

Dr Innocent BUTARE

Executive Secretary

THE RPF REGIME

The RPF regime is fascist dictatorial one.

The following are the main characteristic aspects of the RPF regime.

1. A race-based ideology aimed to defend only Tutsi.
2. The use of violence and timarchic values.
3. The plan to built a HIMA-TUTSI reich including Rwanda, Burundi, Uganda, the province of Kivu (Zaire) and Karagwe (Tanzania).
4. The creation of prohibited zones to public inside Rwanda in order to restrict the circulation of information and assure the strict control of the population.
5. The instauration of a crime situation along with arrests, secrets and systematic killings.
6. The forced displacements of populations identic to deportations.
7. Overcrowded prisons, transformation of schools, depots, residential houses and containers into prisons, deprivation of travel documents, all these transformed Rwanda into a concentrationary State.
8. The one-chief idolatry (the new local Fuhrer is called "Afandi").
9. The multi-presence of the predominant political police to control the civil citizens.
10. The enrpment into the army of young minors and teenagers commonly called (Kadogo).
11. The scattering of houses and the spoliation of belongings according to any typical totalitarian regime.
12. The segmentation of the population into different regions with results of creation of Tutsi-Land.
13. The governmental plan of extermination of all Hutus allegedly accused to be mass killers. This "final solution" towards the Hutu population is aimed to decapitate the Hutu leadership and describes the moderate Hutu (of whom Mr Pasteur BIZIMUNGU is the prototype) as the Hutu dedicated to collaborate into the extermination of his own brothers.
14. The demolition of historic sites symbolizing Democracy and the Republic (e.g Gtarama.).
15. The destruction of the national cultural patrimony, being public or private (laboratories, libraries, museums as well as archives).
16. The spoliation and transport in a

third party country of the national patrimony.

17. The brainwashing done in what is so called "Adults Reeducation".

18. The instauration of faked institutions just for protocol (Parliament with nominated members, creation of double positions in the Executive,...)

19. The accumulation of the power in the hands of a reduced group of individuals with numerous posts to a same person (V-P, Minister of defence and Chief of the general military staff).

20. The lack of any declaration clarifying what is abrogated by the new government and what is maintained from the established Fundamental Law. This situation transformed Rwanda into a State without laws leaded by a squad without faith.

RWANDA:

UN TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR QUELLE JUSTICE ?

Depuis la mise en place du Tribunal International sur le Rwanda, plusieurs citoyens rwandais rescapés des massacres qui ont eu lieu depuis quelques années (1990-1995) ont été satisfaits que finalement la communauté internationale s'était décidée à les assister pour assurer une justice légale et équitable dans leur Pays. D'autres également qui ont été injustement traités de massacreurs sans preuves ont espéré que la fin de leurs tribulations était proche, et qu'ils pouvaient rentrer au Pays sans autre forme de préalables imposées par le Gouvernement de Kigali.

En effet, le Conseil de Sécurité a adopté, en date du 8 Novembre 1994, la Résolution no.955/1994 portant création d'un Tribunal International pour le Rwanda. Ce tribunal a été chargé de juger tous les crimes et violations du droit international humanitaire commis au Rwanda et dans les Etats voisins au cours de l'année 1994 (du 1er janvier au 31 décembre). Tous les rwandais devraient donc se sentir rassurés par cette décision du Conseil de Sécurité de l'ONU.

En plus, les compétences de Monsieur Richard GOLDSTONE (Afrique du Sud), Procureur Général du Tribunal International pour le Rwanda, sont très bien connues. Elles ne peuvent être mises en doutes, puisqu'il exerce les mêmes fonctions auprès du Tribunal International pour l'ex-Yougoslavie. Il sait certainement comment s'y prendre et ne risquera pas de tomber dans le même piège que l'ivoirien René Degni SEGUI.

Toutefois, les millions de rwandais qui ont toujours été éberlués par les réalisations concrètes des Missions des Nations Unies au Rwanda (MINUAR I) et par les rapports spéciaux des Commissions des Nations Unies (le fameux rapport SEGUI), commencent à douter de l'utilité de ce Tribunal si le Gouvernement de Kigali ne manifeste pas la volonté de soutenir cette initiative, notamment en facilitant le retour des réfugiés dans leurs biens et en assurant aux enquêteurs et aux magistrats l'indépendance que requiert leur statut.

UN TRIBUNAL BOUDE DES LE DEBUT PAR LE GOUVERNEMENT DU FPR.

Ce Tribunal sera toujours handicapé par un défaut de naissance: dès sa création, le représentant du Rwanda au Conseil de Sécurité a voté contre la résolution! pour des raisons peu humanitaires: Kigali a été déçu par l'abolition de la peine de mort.

Tantôt l'argument invoqué par le FPR est que la période prévue pour ce Tribunal a été limitée dans le temps (l'année 1994). Et pourtant depuis longtemps les rwandais ont réclamé un tel tribunal pour juger le massacre de paysans par les troupes du FPR (Byumba et Ruhengeri) depuis 1990 et personne n'a soutenu cette requête auprès des Nations Unies.

Qui a compté les morts de Byumba, de Ruhengeri et les déplacés de Nyacyonga (plus de un million dans les camps de Gaseke-Rusine-Rutongo-Mugambazi-Muhondo-Shyorongi-Gakenke-Ruhondo-Cyabingo-Janja) en 1992 et 1993, pour qu'on puisse crier haro sur les massacreurs ? Qui pouvait en fait se préoccuper du sort de plus de 1 million de paysans venus du nord, chassés de leurs propriétés par les hommes recrutés par Yoweri MUSEVENI?

La vérité est que personne parmi les grands du monde n'avait encore ressenti l'intérêt à condamner ces massacres! Même l'envoyé de Sa Sainteté le Pape, Cardinal ETCHEGARAY est passé sans crier gare pour aller causer et comprendre les raisons de la guerre en Uganda.

Entretemps, les massacres continuaient de plus belle et atteignaient la classe politique, et spécialement les chefs de partis et les activistes politiques. C'était en 1993 à la veille de la signature et de

TWAGIRAMUNGU et ses alliés FPR ?
En cas de doute sur la question, Monsieur GOLDSTONE devrait consulter une fois de plus la Résolution des Nations Unies.

**LA JUSTICE DU T.L.R. : UNE JUSTICE LEGALE ?
UNE CHANCE ULTIME POUR L'ONU DE PROUVER SA BONNE FOI
AU PEUPLE RWANDAIS TANT DESABUSE PAR SES ACTIVITES AU PAYS**

La version onusienne officielle des faits veut que le régime de HABYARIMANA, le MRND et le CDR et la garde présidentielle ont préparé "le génocide" longtemps à l'avance avant "l'accident" qui a coûté la vie à deux présidents rwandais et burundais ainsi que leurs suites respectives.

Mais avant cette date, qui a été responsable des massacres qui en fait n'ont commencé qu'avec cette guerre en 1990 et qui s'amplifiaient au fur et à mesure que le processus de paix approchait jusqu'à leur apogée (ou plutôt ont fait l'apocalypse) qui a coincidé de façon suspecte avec l'approche du dénouement de la crise rwandaise i.e. la mise en place d'un gouvernement de transition ?

La même version précise que les massacres ont été perpétrés par "les milices hutues" (MRND et CDR) contre la minorité tutsi et les modérés hutus (opposition à HABYARIMANA dit-on).

Cette version établit d'office une classification dangereuse des citoyens rwandais entre "tueurs" et "victimes" sans preuves préalables et sur des bases non légales discriminatoires (ethnies, partis politiques, opinions politiques).

Qui va dès lors juger les milices comprenant de hauts responsables du FPR qui ont massacré depuis 1990 les familles innocentes dans les zones frontalières proches de l'Uganda (Ruhengeri et Byumba) ainsi que au cours de la période avril-décembre 1994, dans les Préfectures de Byumba (plus de 15.000 personnes massacrées au stade de Byumba), Kibungo, Kigali, Butare, Gitarama (y compris l'assassinat des Evêques rwandais à Kabgayi), Kibuye, Gikongoro et Cyangugu. Cette justice de l'ONU doit elle n'être que celle du gouvernement de Kigali et de ses supporters?

Le Procureur Général GOLDSTONE et ses assistants pourront-ils recueillir les indices des crimes réellement commis, détromper les pièges des indicateurs bénévoles, et la propagande des organisations internationales qui ont contribué à travestir la vérité sur les massacres qui ont été commis au Rwanda, même sous le regard et avec parfois la complicité de la MINUAR I (Kacyiru à la résidence du Général canadien Romeo DALLAIRE, 1.200 personnes tuées à l'Hôpital Roi Fayçal et REMERA au Stade AMAHORO) ?

Pourront-ils rester indépendants des pressions flagrantes du gouvernement de Kigali, des contradictions du rapport R. Degni SEGUI, des rapports complaisants d'Amnesty International, des rapports tendancieux d'Africa Watch qui ne citent que des sources d'une des parties en conflit uniquement, pourront-ils enfin rétablir la vérité sur le contenu du rapport UNHCR qui a été officiellement interdit de publication ?

Le T.I.R. sera-t-il capable de rendre l'espoir au peuple rwandais sur l'existence en ce monde d'une justice équitable et indépendante (même s'il s'agit de l'ONU) qui rende à chacun ce qui lui est dû ?

L'espoir des citoyens rwandais est que le T.I.R. sera capable de condamner les vrais massacreurs, y compris ceux qui ont des postes dans le gouvernement de Kigali, et de rétablir l'innocence des pauvres gens "rendues tueurs" par leur simple appartenance ethnique, politique ou familiale, par leurs opinions sur le système de gouvernement en place au Rwanda ou par le fait de posséder des biens convoités par des afandis en mal de dignité sociale, ou enfin par leur position de challenger politique vis-à-vis de certains aventuriers intrônés contre la volonté du peuple rwandais.

REDACTION DU JOURNAL KANGURA

Le régime du FPR type fasciste.

Les caractéristiques du fascisme du FPR sont les suivantes:

1. L'idéologie raciste ne visant qu'à défendre les Tutsi.
2. L'emploi de la violence et l'exhortation des valeurs timarchiques.
3. Le plan de création d'un reich HIMA-TUTSI incluant le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda, le Kivu (Zaire) et le

Karagwe (Tanzanie).

4. L'existence des zones interdites au Rwanda pour restreindre la circulation de l'information et permettre un contrôle de la population.
5. L'instauration d'une ère du crime, avec enlèvements nocturnes, assassinats discrets mais systématiques.
6. Déplacements forcés de la population semblables à des déportations.
7. Prisons engorgées, transformations d'écoles, dépôts et maisons privées en lieu de détention; retrait des titres de voyages, tout cela tend à transformer le Rwanda en un Etat concentrationnaire.
8. L'idolatrie du chef (le Führer local est appelé "Afandi").
9. La prééminence d'une police politique contrôlant les citoyens.
10. L'enrollement des mineurs sous les drapeaux (Kadogo).
11. La saisie arbitraire des maisons et l'expropriation d'autres biens conformément aux us des régimes totalitaires.
12. La compartimentation de la société par la création des Tutsi-Land.
13. Le plan gouvernemental d'extermination des Hutus sous prétexte que tous les Hutus sont des massacreurs. Cette "solution définitive" envers le peuple Hutu vise à décapiter l'élite Hutu et définit le Hutu modéré (dont le prototype est Pasteur BIZIMUNGU) comme le Hutu prêt à l'extermination de ses frères.
14. La destruction des lieux historiques liés aux symboles de la Démocratie et la République (e.g Gitarama...) et une campagne contre ces institutions.
15. La destruction du patrimoine culturel aussi bien public que privé (laboratoires, bibliothèques, librairies, musées, archives, etc.)
16. Le pillage du patrimoine national et son transfert dans un pays tiers.
17. Le lavage de cerveau dans ce qui est appelé "la rééducation des adultes".
18. Mise en place d'institutions fantoches de paravent (Parlement avec députés désignés, dédoublement de postes dans l'Exécutif,...).
19. Accumulation d'un pouvoir au sein d'un groupe restreint avec cumul de postes (Vice-Président, Ministre de la Défense et Chef d'Etat-Major de l'Armée,...).
20. L'absence d'une déclaration clarifiant ce que le nouveau pouvoir abroge ou accepte de l'ancienne Loi Fondamentale; ce qui transforme le Rwanda en un Etat sans loi dirigé par un groupe de gens sans foi.